



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RAA INDRE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°36-2017-075

PUBLIÉ LE 8 NOVEMBRE 2017

Sommaire

Préfecture de l'Indre

36-2017-11-08-001 - Arrêté du 8 novembre 2017 portant publication du règlement intérieur du local de rétention administrative de Châteauroux (36 pages)

Page 3

Préfecture de l'Indre

36-2017-11-08-001

Arrêté du 8 novembre 2017 portant publication du
règlement intérieur du local de rétention administrative de
Châteauroux



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'INDRE

Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau des Migrations et de l'Intégration

Arrêté du 08 NOV. 2017

portant publication du règlement intérieur du local de rétention administrative de Châteauroux

Le Préfet de l'Indre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment son article R. 553-9 ,

Vu le décret n° 2016-1457 du 28 octobre 2016 pris pour l'application de la loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France et portant diverses dispositions relatives à la lutte contre l'immigration irrégulière,

Vu l'arrêté du 28 octobre 2016 pris en application de l'article R353-9 du code susvisé, portant règlement intérieur type des locaux de rétention administrative,

Vu l'arrêté préfectoral n°2013 056-0001 du 25 février 2013 portant création d'un local de rétention administrative au commissariat de Châteauroux et notamment son article 3,


Sur proposition de Mme le Secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1er : Est approuvé le règlement intérieur du local de rétention administrative (LRA) annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur Départemental de la Sécurité publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, rubrique « Recueil des actes administratifs ».

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Nathalie VALLEIX

PREFET DE L'INDRE

Annexe

LOCAL DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE DE CHÂTEAUROUX

Règlement intérieur

Titre Ier : CONDITIONS D'ACCUEIL

Article 1er

Ne sont admis au local que les étrangers pour lesquels une place a été réservée par la préfecture.

Article 2

L'accueil des étrangers faisant l'objet d'une mesure de rétention administrative en application de l'article L. 551-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile se fait aux jours et heures ci-après : du lundi au dimanche de 8 h à 19 h.

Il peut se faire également en dehors des plages horaires susmentionnées après accord entre la préfecture à l'origine de la décision de placement et le responsable du local.

Article 3

A son arrivée au local, le chef de l'escorte remet au responsable de l'accueil pour chaque étranger qu'il accompagne un dossier comprenant notamment une copie de la mesure dont l'étranger fait l'objet, une copie de l'arrêté préfectoral le plaçant en rétention et son procès-verbal de notification, le cas échéant, une copie de la réquisition du procureur en vue de la mise à exécution de l'interdiction du territoire à laquelle cet étranger a été condamné et une copie du procès-verbal de notification des droits en rétention.

Article 4

Dès leur arrivée, les étrangers retenus et, le cas échéant, les mineurs qui les accompagnent sont inscrits sur le registre de rétention, conformément aux dispositions de l'article L. 553-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Les conditions de l'accueil des mineurs sont précisées.

Si la notification des droits en rétention n'a pas été faite préalablement à l'arrivée au local de rétention administrative, celle-ci doit être réalisée immédiatement dans une langue que l'étranger comprend. Un procès-verbal de cette notification, signé par l'intéressé et l'agent notifiant, est établi. Ce procès-verbal doit comporter de manière lisible le nom et le grade de l'agent notifiant, ainsi que la langue dans laquelle l'étranger a été informé. Lorsqu'il est fait appel à un interprète, le nom et les coordonnées de ce dernier figurent au procès-verbal. L'interprète signe le procès-verbal dans l'hypothèse où son assistance ne s'est pas faite par téléphone ou par un autre moyen de télécommunication. Mention est faite, sur le registre de rétention, que l'étranger émarge, des références du procès-verbal de notification des droits.

Une copie du procès-verbal lui est remise.

Article 5

Les étrangers retenus doivent remettre au service d'accueil, en échange d'un reçu, tout objet coupant ou contondant qui serait en leur possession. A cet égard, ils peuvent faire l'objet d'une palpation de sécurité par un policier ou un gendarme de même sexe.

Article 6

Les étrangers retenus doivent remettre au service d'accueil, en échange d'un reçu, tout document officiel, émis soit par l'administration française, soit par l'administration de leur pays d'origine, susceptibles de permettre de déterminer leur identité et leur nationalité, sous peine de poursuites en application de l'article L. 624-1-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 7

L'administration n'est pas responsable des valeurs que les étrangers retenus conservent. Ils peuvent déposer au service d'accueil les sommes d'argent, objets de valeur et documents qu'ils souhaitent mettre en sécurité. Un inventaire en est consigné sur un registre spécial et un reçu leur est remis. Ils ont accès à ce dépôt pendant toute la durée de leur rétention.

Tout ce qu'ils ont mis en dépôt ou qui leur a été retiré en application des articles 5 et 6 leur est restitué à leur départ.

Article 8

Les bagages sont conservés dans le local de rétention. L'étranger les récupère à son départ. Il pourra y avoir accès, pendant son séjour, tous les jours de 09h00 à 11h00 et de 15h00 à 18h00, sur demande auprès du personnel de garde, en leur présence et sous leur contrôle.

S'il n'a pas ses bagages à son arrivée, il peut se les faire apporter à tout moment pendant son séjour.

Titre II : VIE QUOTIDIENNE

Article 9

Tout étranger retenu perçoit à son arrivée, à l'issue des formalités d'accueil, un nécessaire de couchage propre et un nécessaire de toilette (serviette et gant).

Un lit individuel lui est attribué pour la durée de son séjour.

Article 10

Pour des raisons de sécurité, il est interdit de fumer dans les chambres ainsi que dans l'ensemble des locaux fermés.

Par ailleurs, l'ensemble des locaux et équipements mis à la disposition des étrangers retenus doivent être maintenus en bon état.

Article 11

Les équipements sanitaires (lavabos, wc, douches) sont à la disposition des étrangers retenus, excepté durant les horaires de nettoyage de ces locaux.

Article 12

Les repas sont servis aux étrangers retenus aux horaires suivants :

- petit-déjeuner : 07h30 à 8h30
- déjeuner : 12h00 à 13h30
- dîner : 19h00 à 20h00.

Les horaires précités peuvent être adaptés sur décision du responsable du local.

Les étrangers admis au local après la distribution du repas du soir ont droit à un repas froid. Il en est de même pour les étrangers de retour au local, à la suite d'un déplacement lié à la procédure de reconduite à la frontière, après la distribution du repas.

Des aménagements aux menus, pour des raisons de santé, de religion peuvent être demandés au responsable du local.

Article 13

Si un étranger retenu a un besoin sérieux de se procurer un bien de consommation courante non disponible au local, il peut en faire la demande au responsable du local. L'objet de la demande et le montant de la somme avancée devront être mentionnés sur un registre. Sous réserve que la possession de ce bien ne soit pas incompatible avec les mesures administratives en cours d'exécution, celui-ci sera remis dans un délai maximum de 24 heures avec une facture et, le cas échéant, la monnaie.

Article 14

Un téléphone en accès libre est à la disposition des étrangers retenus pour appeler en France et à l'étranger, ou se faire appeler (le numéro d'appel est inscrit sur le téléphone).

Les téléphones portables sont autorisés, hormis ceux munis d'un appareil photographique numérique qui sont confisqués et déposés au coffre contre reçu. Ils sont restitués lors du départ définitif de l'étranger du local.

Article 15

En cas de trouble à l'ordre public ou de menace à la sécurité des autres étrangers retenus, le responsable du local pourra prendre toute mesure nécessaire pour garantir la sécurité et l'ordre publics, y compris celle visant à séparer physiquement l'étranger causant le trouble des autres retenus.

Mention des mesures prises ainsi que la date et les heures de début et de fin seront mentionnées sur le registre de rétention.

Titre III : DISPOSITIONS SANITAIRES ET SOCIALES

Article 16

Le local est équipé d'une pharmacie de secours.

En cas de nécessité, un médecin peut être requis à tout moment. L'étranger retenu peut en faire la demande auprès du responsable du local ou de son représentant.

Titre IV : DROITS SPÉCIFIQUES ET PROCÉDURE JURIDIQUE

Article 17

Les étrangers retenus peuvent recevoir la visite de toute personne de leur choix dans les conditions suivantes :

Les visites sont autorisées aux jours et heures suivants :

- du lundi au vendredi de 09h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h00
- du samedi au dimanche et les jours fériés de 09h30 à 11h30

Les visiteurs doivent se soumettre obligatoirement au contrôle de sécurité avant d'accéder aux locaux.

Les visiteurs sont autorisés à être au maximum deux à la fois. Le temps de visite est limité à 1h par jour et par étranger retenu.

Les avocats ont un droit de visite permanent.

Article 18

Les représentants consulaires ont accès au local sur rendez-vous, sans condition de jour ni d'heure. Sur justification de leur qualité, ils ne sont soumis qu'à un contrôle de sécurité visuel, sans fouille de leur vêtement ni de leurs bagages.

Ils s'entretiennent avec leurs ressortissants ou présumés tels dans le local prévu pour les visites, et, s'ils le demandent, hors la présence de personnel de garde, afin de maintenir la confidentialité de l'entretien.

Article 19

Tout étranger retenu peut, à tout moment, saisir les tribunaux (tribunal administratif, tribunal de grande instance ou cour d'appel) par télécopie.

Dans l'hypothèse où le recours est effectué par la télécopie du local de rétention, la date et l'heure du dépôt de la requête, ainsi que sa nature et le numéro auquel elle a été transmise, doivent être inscrits sur un registre émargé par l'étranger.

Inversement, lorsqu'un étranger retenu est convoqué, ou doit se présenter, devant un tribunal, il doit en être informé par l'administration du local le plus tôt possible.

Article 20

Les étrangers maintenus peuvent bénéficier, à leur demande ou à l'initiative de celle-ci, du concours de la personne morale qui a conclu avec le préfet une convention visée à l'article R 553-14-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 21

Les délégués du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et les représentants des associations humanitaires, dont la liste est affichée au sein du local de rétention, peuvent exercer un droit de visite. Au cours de leurs visites, les étrangers peuvent s'entretenir confidentiellement avec ces représentants.

Article 22

Les étrangers retenus sont prévenus dès que possible par l'administration du local des déplacements qu'ils auront à effectuer dans le cadre de la procédure d'éloignement dont ils font l'objet.

Ils peuvent à tout moment solliciter un entretien sur leur dossier avec un représentant qualifié de l'administration. Celui-ci lui sera accordé dans les 24 heures.

Traduit et publié dans les langues suivantes : anglais, arabe (littéral), chinois (mandarin), espagnol, portugais, russe.

Appendix

THE ADMINISTRATIVE DETENTION FACILITY OF CHÂTEAUROUX

Internal Regulations

Title I:

ADMISSION CONDITIONS

Article 1

Only foreigners for whom a place has been reserved by the Prefecture will be admitted to the detention facility.

Article 2

The admission of foreigners subject to an administrative detention measure in accordance with Article L. 551-1 of the Code for Entry and Residence of Foreign Persons and the Right of Asylum, occurs on the following days and times: from Monday to Sunday from 8:00 a.m. to 7:00 p.m.

It can also occur outside the aforementioned time frames upon agreement between the Prefecture that has issued the placement decision and the head of the facility.

Article 3

Upon arrival at the facility, for each foreigner he brings the head of the escort provides the person in charge of the admission with a file containing a copy of the measure to which the foreigner is subjected, a copy of the Prefecture's order placing him in detention and his official notification, and if applicable, a copy of the requisition of the prosecutor in view of the execution of the territorial ban to which the foreigner has been sentenced to and a copy of the official notification of the detention rights.

Article 4

Upon arrival, the detained foreigners, and, if applicable, the minors accompanying them are registered in the detention register in compliance with the provisions of Article L. 553-1 of the Code for Entry and Residence of Foreign Persons and the Right of Asylum. Admission conditions for minors are specified.

If notification of the detention rights has not been performed prior to arrival at the administrative detention facility, it should be immediately performed in a language the foreigner understands. A record of this notification, signed by the concerned party and the notifying agent, is established. The record must legibly indicate the name and grade of the notifying agent, as well as the language in which the foreigner was informed. If an interpreter is called upon, the name and contact details of the same is indicated in the record. The interpreter signs the record assuming that his assistance is not provided by telephone or any other telecommunication means. The detention register should also include a record, initialled by the foreigner, referring to the official notification of rights.

He is issued with a copy of the official notification.

Article 5

The detained foreigners must hand over any sharp or blunt objects that might be in their possession to the admission service. To this effect, they can be subjected to a security body search by a police officer or military police officer of the same gender.

Article 6

The detained foreigners must submit to the admission service, against a receipt, any official document issued either by the French administration or by the administration of their country of origin that might contribute to determining their identity and nationality, failure to which is subject to prosecution in compliance with Article L. 624-1-1 of the Code for Entry and Residence of Foreign Persons and the Right of Asylum.

Article 7

The administration is not responsible for the denominations that the foreigners keep with them. They can hand over to the admission service any sums, valuables and documents that they wish to be stored safely. An inventory is made in a special register and they are issued with a receipt. They have access to the deposited items throughout their detention period.

Everything they deposit or that is confiscated from them in compliance with articles 5 and 6 is returned to them upon their departure.

Article 8

Luggage is stored in the detention facility. The foreigner recovers it upon his departure. He may have access to it during his stay, every day from 9:00 a.m. to 11:00 a.m. and from 3:00 p.m. to 6:00 p.m., upon request made to the personnel on duty, in their presence and under their supervision.

If he does not have his luggage when he arrives, he can have it delivered to him any time during his stay.

Title II: DAILY LIFE

Article 9

After reception formalities, any foreigner detained will receive clean bedding and toiletry essentials (towel and wash cloth).

An individual bed is assigned to him for the duration of his stay.

Article 10

For safety reasons, smoking is prohibited in the rooms as well as in any enclosed premises.

In addition, all premises and equipment at the disposal of the detained foreigners must be adequately maintained.

Article 11

The sanitary facilities (sinks, toilet, showers) are at the disposal of the detained foreigners, except during the times when the premises are being cleaned.

Article 12

The detained foreigners are served with meals at the following times:

- breakfast: 7:30 a.m. to 8:30 a.m.
- lunch: 12:00 noon to 1:30 p.m.
- dinner: 7:00 p.m. to 8:00 p.m.

The aforementioned times can be adjusted by decision of the head of the facility.

Foreigners admitted into the facility after the evening meals have been distributed are entitled to a cold meal. The same applies to foreigners returning to the facility following travel linked to the deportation procedure, after meals have been distributed.

Requests to modify the menu due to health or religious reasons can be made to the head of the facility.

Article 13

If a detained foreigner seriously needs a common consumption good which is not available at the facility, he can file the request with the head of the facility. The requested object and amount advanced must be indicated in the records. Subject to the possession of this good not breaching the administrative measures under enforcement, the object will be submitted to him within a maximum period of 24 hours along with a receipt, and if applicable, change.

Article 14

A telephone is freely accessible by the detained foreigners for making calls to France and abroad, or for receiving calls (the telephone number is indicated on the telephone).

Mobile phones are allowed, except for those containing a digital camera which are confiscated and deposited in the safety deposit box in exchange for a receipt. They are returned when the foreigner departs from the facility definitively.

Article 15

In the event of a public disorder offence or a threat to other detained foreigners' security, the head of the facility can take any measure required to ensure security and public order, including those aimed at physically separating the foreigner causing disorder to other detainees.

A statement of the measures undertaken, as well as the date, start and end times, will be recorded in the detention register.

Title III: SANITARY AND SOCIAL PROVISIONS

Article 16

The facility is equipped with a first aid kit.

If necessary, a doctor can be requested at any time. The detained foreigner can file the request with the head of the facility or his representative.

Title IV: SPECIFIC RIGHTS AND LEGAL PROCEDURE

Article 17

Detained foreigners can be visited by any person of their choosing under the following conditions:

Visits are authorised on the following days and times:

- from Monday to Friday from 9:30 a.m. to 11:30 a.m. and from 1:30 p.m. to 4:00 p.m.
- on Saturdays, Sundays and public holidays from 9:30 a.m. to 11:30 a.m.

Visitors must subject themselves to the security inspection before entering the premises.

Two visitors at a time maximum are authorised. Visiting time is limited to 1 hour per day and per detained foreigner.

Lawyers have permanent visiting rights.

Article 18

Consulate representatives have access to the facility with an appointment, regardless of the day or time. Upon proof of their capacity, they are only subject to a visual inspection, without any search being performed on their clothes or luggage.

They meet with their nationals or those presumed as such in the area provided for visits, and, if they make a request, without the presence of the personnel on duty, in order to keep the meeting confidential.

Article 19

Any detained foreigner can at any time refer matters to the courts (administrative court, court of first instance or court of appeal) by fax.

Assuming that the recourse is submitted through the detention facility's fax machine, the date and time of submission of the request, as well as its nature and the number to which it was sent, must be recorded in a register initialled by the foreigner.

Conversely, when a detained foreigner is summoned, or must present himself before a court, he must be informed by the facility administration as soon as possible.

Article 20

The foreigners withheld can benefit from the support of the legal person who agreed with the Prefect based on the agreement referred to in Article R 553-14-2 of the Code for Entry and

Residence of Foreign Persons and the Right of Asylum, upon their request or upon request of the legal person.

Article 21

Delegates from the United Nations High Commissioner for Refugees and representatives of humanitarian associations, who are listed in a list displayed within the detention facility, may exercise visiting rights. During their visits, the foreigners can hold confidential meetings with these representatives.

Article 22

The detained foreigners are informed as soon as possible by the facility administration of any travels that they may be required to undertake in connection with the deportation procedure they are under.

At any time, they can request to meet with a qualified representative of the administration to discuss their case. The meeting will be granted within 24 hours.

مقر شاتورو للاحتجاز الإداري

النظام الداخلي

الفصل I

شروط الاستقبال

المادة الأولى

لا يُقبل في المقر إلا الأجانب اللذين حجزت لهم إدارة الإقليم مكاناً.

المادة 2

استقبال الأجنبي الخاضع لإجراء الاحتجاز الإداري تطبيقاً لإجراء الاحتجاز الإداري تطبيقاً للمادة 1-551 L. قانون دخول وإقامة الأجانب وحق اللجوء يتم في الأيام والمواعيد التالية:
من الاثنين إلى الأحد من الساعة 08.00 صباحاً إلى الساعة 07.00 مساءً.

ويمكن أن يتم خارج المواعيد المذكورة بعد التوافق بين إدارة الإقليم والأصل ومسؤول المقر.

المادة 3

لدى وصول المحتجز يقوم رئيس الحرس بتسليم مسؤول الاستقبال ملف لكل شخص يقوم بجلبه يتضمن كذلك نسخة من الإجراء الذي تم بحقه ونسخة من القرار الإقليمي القاضي بوضعه قيد الحجز ومحضر إبلاغه وفي حال تمديد الاحتجاز، نسخة عن قرار تمديد الاحتجاز ونسخة عن مطالبات المدعي بغية تنفيذ منع دخول الأراضي التي أدين المحتجز به ونسخة عن محضر الإبلاغ عن الحقوق في الاحتجاز.

المادة 4

حال وصوله، يتم تسجيل المحتجز، والقاصرين المرافقين له كذلك، في حال وجودهم، في سجل الاحتجاز، عملاً بتعليمات المادة 1-553 L. من قانون دخول وإقامة الأجانب وحق اللجوء. شروط استقبال القاصرين محددة.
في حال لم يتم إخطار المحتجز مسبقاً بحقوقه أثناء الاحتجاز حين الوصول إلى مركز الاحتجاز الإداري، فإن هذا الإبلاغ يجب أن يتم بشكل فوري وبلغة يفهمها الأجنبي. يجب أن يتم عمل محضر تبليغ بهذا الإخطار، بعد توقيعه من قبل المعني ومن قبل العنصر الذي قام بالتبليغ. محضر التبليغ هذا يجب أن يضم وبشكل مقروء اسم ورتبة العنصر الذي قام بالتبليغ، وكذلك اللغة التي تم تبليغ الأجنبي بها. عند طلب مترجم يجب أن يتم وضع اسم ووسائل الاتصال بهذا المترجم في المحضر. يوقع المترجم الفوري المحضر على فرض أن تدخله لم يكن عبر الهاتف أو بوسيلة أخرى للتواصل عن بعد. يتم وضع تنويه على سجل الاحتجاز يضع الأجنبي على الهامش مراجع محضر التبليغ بالحقوق.

ويتم تسليمه نسخة عن المحضر

المادة 5

يجب على الأجنبي المحتجز تسليم خدمة الاستقبال مقابل وصل استلام أي أداة قاطعة أو حادة قد تكون في حوزته. يتم وضع تنويه على سجل مقر الاحتجاز الخاص بالجرد والتفتيش. في هذا الصدد يمكن أن يتعرض للتفتيش الأمني من قبل شرطي أو دركي من نفس الجنس.

المادة 6

على الأجنبي المحتجز أن يسلم خدمة الاستقبال مقابل وصل استلام، أي وثيقة رسمية، سواء كانت صادرة من الإدارة الفرنسية أو من إدارة بلده الأصل والتي تسمح بتحديد هويته وجنسيته وذلك تحت طائلة الملاحقة تطبيقاً للمادة L.624-1 من قانون دخول وإقامة الأجانب وحق اللجوء.

المادة 7

الإدارة غير مسؤولة عن المواد القيمة التي يحتفظ بها المحتجز. يمكن له تسليم خدمة الاستقبال المبالغ المالية أو الأغراض القيمة أو الوثائق التي يجب تسليمها ووضعها في مأمن. يتم تسجيل جرد على سجل خاص ويتم تسليم وصل بذلك. ويمكن للأجنبي الوصول إلى مكان التخزين أثناء كامل فترة الاحتجاز.

كل ما وضعه في الأمانات أو سُحب منه تطبيقاً للمواد 5 و 6 يتم إرجاعه إليه عند مغادرته.

المادة 8

الحقائب يتم الاحتفاظ بها في مقر الاحتجاز. ويستعيدتها الأجنبي عند مغادرته. يمكنه الاطلاع عليها أثناء فترة إقامته كل يوم من الساعة 09.00 إلى الساعة 11.00 صباحاً ومن الساعة 03.00 ظهراً حتى الساعة 06.00 مساءً بالطلب إلى موظفي الحراسة وبحضورهم وتحت رقابتهم.

في حال لم تكن معه حقائبه عند وصوله، يمكن له طلب جلبها في أي لحظة أثناء إقامته.

الفصل II

الحياة اليومية

المادة 9

أي أجنبي محتجز يتسلم عند وصوله وبعد إجراءات الاستقبال، ضروريات النوم النظيفة و ضروريات النظافة (مناشف ، كفوف) . يتم تسليمه سرير مفرد لفترة إقامته.

المادة 10

لأسباب تتعلق بالسلامة، يمنع التدخين في الغرف وكذلك في مجموع الأماكن المغلقة.

بالمقابل فإن الغرف وكل الأماكن والتجهيزات الموضوعة في خدمة الأجنبي يجب إبقاؤها في حالة جيدة.

المادة 11

التجهيزات الصحية (المغسلة ودورة المياه والدوش) موضوعة في خدمة الأجنبي المحتجز إلا في أوقات تنظيفها.

المادة 12

الوجبات تقدم للأجانب المحتجزين في الأماكن والمواعيد التالية:

- الفطور: بين الساعة 07.30 و الساعة 08.30 صباحاً.
- الغداء: بين الساعة 12.00 و الساعة 01.30 ظهراً.
- العشاء: من الساعة 07.00 و الساعة 08.00 مساءً.

هذه المواعيد يمكن تغييرها لملاءمتها بقرار من مسؤول المقر.

الأجنبي المقبول في المركز لديه الحق بوجبة باردة بعد توزيع وجبة العشاء. وكذلك الحال بالنسبة للأجنبي العائد إلى المركز بعد تنقل متعلق بإجراء الترحيل إلى الحدود وذلك بعد توزيع وجبة الغداء أو العشاء.

هناك تعديلات على الوجبات يمكن طلبها من مسؤول المقر لأسباب صحية أو دينية

المادة 13

في حال احتاج الأجنبي المحتجز إلى الحصول على مادة استهلاكية من الضرورة الأولى و/ أو غير متوفر في المركز، يمكنه طلبها من مسؤول المقر. موضوع الطلب والمبلغ المدفوع سلفاً يجب أن يتم ذكرها في سجل. بشرط أن لا يتعارض الحصول على هذه المادة مع الإجراءات الإدارية التي يتم تطبيقها، هذه المادة يتم تسليمها له ضمن مهلة 24 ساعة مع فاتورة وفي حال زيادة المبلغ باقي النقود.

المادة 14

هناك هاتف للاستخدام الحر موضوع في خدمة الأجنبي المحتجز بشكل مستمر وذلك لإجراء الاتصالات في فرنسا والعالم أو تلقي الاتصالات (رقم الاتصال مسجل على الهاتف).

الهواتف النقالة مسموحة باستثناء تلك المزودة بكاميرات تصوير رقمية والتي تتم مصادرتها ووضعها في الأمانات مقابل وصل استلام. ويعاد تسليمها عند مغادرة الأجنبي النهائية للمركز.

المادة 15

في حال اضطراب النظام العام، أو تهديد أمن الأجانب الآخرين المحتجزين، يمكن لمسؤول المقر اتخاذ أي إجراء ضروري لضمان الأمن والنظام العام بما في ذلك الإجراءات التي تسمح بعزل المحتجز المتسبب بالاضطراب عن المحتجزين الآخرين.

تنويه إلى الإجراءات المتخذة وكذلك تاريخ ومواعيد البدء والانتهاج سوف يتم ذكرها في سجلات الاحتجاز.

الفصل III

التجهيزات الصحية والاجتماعية

المادة 16

المركز مجهز بصيدليه إسعاف

في حال الضرورة، يمكن طلب حضور طبيب في أي وقت كان. يمكن للأجنبي المحتجز أن يتقدم بطلب بذلك إلى مسؤول المقر أو من ينوب عنه.

الفصل IV

الحقوق الخاصة والإجراءات القضائي

المادة 17

الأجنبي المحتجز يحق له تلقي الزيارات من أي شخص من اختياره بالشروط التالية:

الزيارات مسموحة في الأيام وفي المواعيد التالية :

- من الاثنين إلى الجمعة من الساعة 09.30 إلى الساعة 11.30 صباحاً و من الساعة 01.30 ظهراً إلى الساعة 04.00 ظهراً
- أيام السبت والأحد والعطل الرسمية من الساعة 09.30 إلى الساعة 11.30 صباحاً.

على الزوار الخضوع إلى التفتيش الأمني بشكل إجباري قبل الدخول إلى المقر.

يتم استقبال الزوار في المكان المخصص لهذه الغاية (صالة الاستراحة)
العدد المسموح للزوار في المرة الواحدة هو اثنان كحد أقصى. وقت لزيارة محدد بساعة واحدة في اليوم للأجنبي المحتجز

المحامون لديهم الحق بالزيارات بشكل دائم داخل المقر.

المادة 18

الممثلين القنصليين يمكنهم الدخول إلى المركز بموعد بلا شروط اليوم والساعة. وذلك بتقديم إثبات وظيفتهم، ولا يخضعون إلا لتفتيش أمني بالنظر، دون تفتيش ملابسهم ولا حقائبهم.

ويجرون لقاءاتهم مع مواطنيهم أو مع مدعي مواطنة البلد الذي يمثلونه في الحجرة المخصصة للزيارات، وفي حال الطلب بدون حضور موظفي الحراسة، بغية الحفاظ على سرية المقابلة.

المادة 19

إن أي أجنبي محتجز يمكنه الرجوع إلى المحاكم (المحكمة الإدارية، محكمة البداية الكبرى، أو محكمة الاستئناف) بالفاكس.

على فرض أن الاستئناف تم بفاكس مقر الاحتجاز، فإن تاريخ وساعة تقديم الطلب وكذلك طبيعته والرقم الذي تم إرساله به يجب أن تسجل في سجل موقع من المحتجز.

على العكس من ذلك، فإنه عندما يتم استدعاء الأجنبي المحتجز، أو في حال أنه يجب أن يمثل أمام محكمة فإن على إدارة المقر إبلاغه بذلك بأقرب وقت ممكن.

المادة 20

الأجانب اللذين يتم الاحتفاظ بهم يمكنهم الاستفادة بطلب منهم أو بمبادرة من هذا الأخير، من اتفاق مع الشخص المعنوي الذي أبرم الاتفاقية المشار إليها بالمادة R 553-14-2 من قانون دخول وإقامة الأجانب وحق اللجوء، مع حاكم الولاية.

المادة 21

ممثلو المفوضية العليا للاجئين في الأمم المتحدة وممثلو الجمعيات الإنسانية المتعلقة لانحة بها في مقر الاحتجاز يمكن لهم ممارسة حق الزيارة. أثناء زيارتهم يمكن للأجانب اللقاء بهؤلاء الممثلين بشكل يحفظ السرية.

المادة 22

الأجنبي المحتجز يتم إبلاغه حال توفر الإمكانية من قبل إدارة المركز بالتنقلات التي سيتوجب عليه فعلها في إطار إجراء الترحيل التي يتعرض له. يمكنه وفي أي وقت طلب مقابلة متعلقة بملفه مع ممثل مخول من الإدارة وهذه المقابلة تحدد له خلال 24 ساعة.

Anexo

LOCAL DE DETENCIÓN ADMINISTRATIVA DE CHÂTEAURoux

Reglamento interior

Título I: CONDICIONES DE ACOGIDA

Artículo 1

Sólo se admiten en el local aquellos extranjeros para los que la prefectura haya reservado una plaza.

Artículo 2

La acogida de los extranjeros que sean objeto de una medida de detención administrativa en aplicación del artículo L. 551-1 del código sobre la entrada y la estancia de los extranjeros y el derecho de asilo se hace en los días y horas siguientes: de lunes a domingo de 8.00 a 19.00.

Puede hacerse asimismo fuera de los horarios arriba citados, previo acuerdo entre la prefectura que decidió el emplazamiento y el responsable del local.

Artículo 3

A su llegada al local, el jefe de la escolta entrega al responsable de la acogida, para cada extranjero que trae, un dossier que incluye principalmente una copia de la medida de que es objeto el extranjero, una copia de la orden prefectoral que lo mantiene en detención y su acta de notificación, si procede, una copia del requerimiento del fiscal en vistas de la aplicación de la prohibición de entrada en el territorio a la que dicho extranjero ha sido condenado y una copia del acta de notificación de los derechos en detención.

Artículo 4

Desde su llegada, los extranjeros detenidos y, en su caso, los menores que los acompañen se inscriben en el registro de detención, conforme a las disposiciones del artículo L. 553-1 del código sobre la entrada y la estancia de extranjeros y el derecho de asilo. Se precisan las condiciones de la acogida de los menores.

Si la notificación de los derechos en detención no se ha hecho previamente a la llegada al local de detención administrativa, ésta debe realizarse inmediatamente en una lengua que el extranjero comprenda. Se establece entonces un acta de dicha notificación, firmada por el interesado y el agente que notifique. Esa acta debe comportar, de manera legible, el nombre y el grado del agente que notifique, así como la lengua en la que el extranjero haya sido informado. Cuando se recurre a un intérprete, el nombre y los datos de éste último figuran en el acta. El intérprete firma el acta si su asistencia no ha sido por teléfono o cualquier otro medio de telecomunicación. Las referencias del acta de notificación de los derechos constarán en el registro de detención, que el extranjero firma.

Se le entrega una copia del acta.

Artículo 5

Los extranjeros detenidos deben entregar al servicio de acogida, a cambio de un recibo, cualquier objeto cortante o contundente que estuviera en su posesión. A ese respecto, pueden ser objeto de una palpación de seguridad por un policía o un gendarme del mismo sexo.

Artículo 6

Los extranjeros detenidos deben entregar al servicio de acogida, a cambio de un recibo, cualquier documento oficial, bien emitido por la administración francesa, o bien por la administración de su país de origen, susceptibles de permitir determinar su identidad y su nacionalidad, so pena de actuaciones judiciales en aplicación del artículo L. 624-1-1 del código sobre la entrada y la estancia de extranjeros y el derecho de asilo.

Artículo 7

La administración no es responsable de los valores que los extranjeros detenidos conservan. Pueden depositar en el servicio de acogida las sumas de dinero, objetos de valor y documentos que deseen proteger, consignándose un inventario de los mismos en un registro especial y entregándose un recibo. Tienen acceso a este depósito durante toda la duración de su detención.

Todo lo que hayan depositado o se les haya retirado en aplicación de los artículos 5 y 6, se les restituye a su partida.

Artículo 8

Los equipajes se conservan en el local de detención. El extranjero los recupera a su partida. Podrá tener acceso, durante su estancia, todos los días de 9.00 a 11.00 y de 15.00 a 18.00, previa solicitud al personal de guardia, en su presencia y bajo su control.

Si no tiene equipajes a su llegada, alguien puede traérselos en cualquier momento durante su estancia.

Título II: VIDA COTIDIANA

Artículo 9

Cualquier extranjero detenido percibe a su llegada, al final de las formalidades de acogida, ropa de cama limpia y un neceser de aseo (toalla y guante).

Se le atribuye una cama individual para la duración de su estancia.

Artículo 10

Por razones de seguridad, está prohibido fumar en las habitaciones, así como en el conjunto de los locales cerrados.

Por otro lado, el conjunto de los locales y equipos puestos a disposición de los extranjeros detenidos deben mantenerse en buen estado.

Artículo 11

Los equipos sanitarios (lavabos, WC, duchas) están a disposición de los extranjeros detenidos, salvo durante los horarios de limpieza de esos locales.

Artículo 12

Las comidas se sirven a los extranjeros detenidos en los horarios siguientes:

- desayuno: 7.30 a 8.30
- almuerzo: 12.00 a 13.30
- cena: 19.00 a 20.00.

Los horarios mencionados pueden adaptarse por decisión del responsable del local.

Los extranjeros admitidos en el local tras la distribución de la cena tienen derecho a una comida fría. Lo mismo ocurre para los extranjeros de vuelta al local, después de un desplazamiento vinculado con el procedimiento de reconducción a la frontera, tras la distribución de la comida.

Se pueden pedir modificaciones de los menús al responsable del local, por razones de salud o de religión.

Artículo 13

Si un extranjero detenido necesita seriamente procurarse un bien de consumo corriente no disponible en el local, puede encargárselo al responsable del local. El objeto de la demanda y el importe de la suma adelantada deberán constar en un registro. Siempre que la posesión de ese bien no sea incompatible con las medidas administrativas en curso de ejecución, éste se le entregará en un plazo máximo de 24 horas con una factura y, si procede, el cambio.

Artículo 14

Un teléfono en acceso libre está a disposición de los extranjeros detenidos para llamar a Francia y al extranjero, o que le llamen (el número de llamada está inscrito en el teléfono).

Los teléfonos móviles están autorizados, excepto los dotados de un aparato fotográfico digital, que se confiscan y depositan en la caja fuerte contra recibo. Se restituyen en el momento de la partida definitiva del extranjero del local.

Artículo 15

En caso de perturbación del orden público o de amenaza a la seguridad de los demás extranjeros detenidos, el responsable del local podrá adoptar cualquier medida necesaria para garantizar la seguridad y el orden públicos, incluso aquella que separe físicamente al extranjero que cause la perturbación de los demás detenidos.

Constarán en el registro de detención las medidas adoptadas, así como la fecha y las horas de inicio y final.

Título III: DISPOSICIONES SANITARIAS Y SOCIALES

Artículo 16

El local está equipado de un botiquín.

En caso de necesidad, se puede recurrir a un médico en todo momento. El extranjero detenido puede solicitarlo al responsable del local o su representante.

Título IV: DERECHOS ESPECÍFICOS Y PROCEDIMIENTO JURÍDICO

Artículo 17

Los extranjeros detenidos pueden recibir visita de cualquier persona de su elección, en las siguientes condiciones:

Las visitas se autorizan en los días y horas siguientes:

- de lunes a viernes de 9.30 a 11.30 y de 13.30 a 16.00
- de sábado a domingo y los días festivos de 9.30 a 11.30

Los visitantes deben someterse obligatoriamente al control de seguridad, antes de acceder a los locales.

Los visitantes están autorizados a ser como máximo dos a la vez. El tiempo de visita está limitado a 1h al día por extranjero detenido.

Los abogados tienen un derecho de visita permanente.

Artículo 18

Los representantes consulares tienen acceso al local previa cita, sin condición de día ni de hora. Previa justificación de su calidad, sólo se someten a un control de seguridad visual, sin cacheo de su ropa ni de sus equipajes.

Conversan con sus ciudadanos o presuntos ciudadanos en el local previsto para las visitas y, si así lo piden, fuera de la presencia de personal de guardia, con el fin de mantener la confidencialidad de la conversación.

Artículo 19

Cualquier extranjero detenido puede, en todo momento, recurrir a los tribunales (tribunal administrativo, tribunal de gran instancia o tribunal de apelación) por fax.

En el supuesto de que el recurso se efectúe por fax del local de detención, la fecha y la hora del depósito del requerimiento, así como su naturaleza y el número al que se ha transmitido, deben inscribirse en un registro firmado por el extranjero.

A la inversa, cuando se convoca a un extranjero detenido, o debe presentarse ante un tribunal, debe ser informado por la administración del local lo antes posible.

Artículo 20

Los extranjeros mantenidos en detención pueden gozar, a petición suya o por iniciativa de ésta, de la intervención de la persona moral que haya firmado un convenio con el prefecto en virtud del artículo R 553-14-2 del código sobre la entrada y la estancia de los extranjeros y el derecho de asilo.

Artículo 21

Los delegados del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados y los representantes de las asociaciones humanitarias, cuya lista se muestra en el seno del local de detención, pueden ejercer un derecho de visita. A lo largo de sus visitas, los extranjeros pueden entrevistarse confidencialmente con esos representantes.

Artículo 22

La administración del local avisa lo antes posible a los extranjeros detenidos sobre los desplazamientos que tendrán que efectuar en el marco del procedimiento de alejamiento de que son objeto.

Pueden, en todo momento, solicitar una entrevista sobre su dossier con un representante cualificado de la administración, que se le concederá en 24 horas.

Anexo

LOCAL DE RETENÇÃO ADMINISTRATIVA DE CHÂTEAURoux

Regulamento interior

Título Iº: CONDIÇÕES DE ACOLHIMENTO

Artigo 1º

São admitidos no local apenas os estrangeiros para os quais uma vaga foi reservada pela prefeitura.

Artigo 2º

O acolhimento aos estrangeiros, sendo objeto de medida de retenção administrativa em aplicação do artigo L. 551-1 do Código de Entrada e de Estadia dos Estrangeiros e do Direito de Asilo (Legislação Francesa), é realizado nos seguintes dias e horários: de segunda-feira a domingo entre as 8h e as 19h.

O atendimento também é possível fora dos horários supramencionados, após acordo entre a prefeitura à origem da decisão de colocação e o responsável do local.

Artigo 3º

Em sua chegada ao local, o chefe da escolta remete ao responsável pelo acolhimento, para cada estrangeiro que ele traz, um dossiê incluindo principalmente uma cópia da medida no qual o estrangeiro é objeto, uma cópia da ordem municipal colocando-o em retenção e seu processo verbal de notificação e, se necessário, uma cópia da requisição do procurador em vista da execução da interdição do território ao qual esse estrangeiro foi condenado, e uma cópia do processo verbal de notificação dos direitos em retenção.

Artigo 4º

Desde sua chegada, os estrangeiros retidos e, se for o caso, os menores que os acompanham são cadastrados no registro de retenção, em conformidade com as disposições do artigo L. 553-1 do Código de Entrada e de Estadia dos Estrangeiros e do Direito de Asilo (Legislação Francesa). As condições de acolhimento dos menores são especificadas.

Se a notificação dos direitos em retenção não foi realizada previamente na chegada ao local de retenção administrativa, a mesma deverá ser efetuada imediatamente em um idioma de entendimento do estrangeiro. Um processo verbal dessa notificação, assinado pelo interessado e pelo agente notificador, estará estabelecida. Esse processo verbal deverá conter de modo legível o nome e a patente do agente notificador, assim como o idioma no qual o estrangeiro foi informado. Quando se recorre a um intérprete, o nome e os dados deste último devem constar no processo verbal. O intérprete deverá assinar o processo verbal na hipótese em que sua assistência não foi feita por telefone ou por algum outro meio de telecomunicação. Menção feita, no registro de retenção em que o estrangeiro assina referências do processo verbal de notificação dos direitos.

Uma cópia do processo verbal lhe será entregue.

Artigo 5º

Os estrangeiros retidos devem entregar ao departamento de acolhimento, em troca de um recibo, qualquer objeto cortante ou contundente que esteja sob sua posse. Por esta razão, eles podem ser objeto de uma vistoria de segurança por um policial ou por um guarda do mesmo sexo.

Artigo 6º

Os estrangeiros retidos devem entregar ao departamento de acolhimento, em troca de um recibo, qualquer documento oficial, emitido ou pela administração francesa, ou pela administração de seu país de origem, susceptíveis a permitir determinar suas identidades e suas nacionalidades, sob pena de processo em aplicação do artigo L. 624-1-1 do Código de Entrada e de Estadia dos Estrangeiros e do Direito de Asilo (Legislação Francesa).

Artigo 7º

A administração não é responsável pelos valores que os estrangeiros retidos conservam. Eles podem deixar com o departamento de acolhimento somas de dinheiro, objetos de valor e documentos que eles desejam guardar com segurança. Um inventário é consignado no registro especial e um recibo lhes é entregue. Eles têm acesso a esse depósito durante toda a existência de suas retenções.

Tudo o que eles colocaram no depósito e/ou o que lhes foi retirado em aplicação dos artigos 5 e 6 será restituído no momento da partida.

Artigo 8º

As bagagens ficarão mantidas no local de retenção. O estrangeiro as recuperará em sua saída. Ele poderá ter acesso, durante sua estadia, todos os dias entre as 9h e as 11h e entre as 15h as 18h, solicitando à equipe de guarda, em presença desta e sob sua supervisão.

Se na sua chegada ele não tiver suas bagagens, poderá solicitar a entrega a qualquer momento durante sua estadia.

Título II: VIDA COTIDIANA

Artigo 9º

Todo estrangeiro retido recebe, na sua chegada, após formalidades de acolhimento, um kit de lençol limpo e produtos de higiene pessoal (toalhas e luvas de banho).

Uma cama individual é atribuída para a duração de sua estadia.

Artigo 10

Por motivos de segurança, é proibido fumar nos quartos assim como em todos os locais fechados.

Aliás, todos os locais e equipamentos colocados à disposição dos estrangeiros retidos devem ser mantidos em bom estado.

Artigo 11

Os equipamentos sanitários (lavabos, banheiros, duchas) ficam à disposição dos estrangeiros retidos, exceto durante os horários de limpeza dos locais.

Artigo 12

As refeições são servidas aos estrangeiros retidos nos seguintes horários:

- Café da manhã: entre as 7h30 e as 8h30
- Almoço: entre as 12h e as 13h30
- Jantar: entre as 19h e as 20h

Os horários referidos podem ser adaptados com decisão do responsável do local.

Os estrangeiros admitidos no local após a distribuição da refeição noturna têm direito a uma refeição fria. O mesmo para os estrangeiros que retornam ao local, após um deslocamento relacionado ao procedimento de recondução à fronteira.

Alterações de cardápios, por motivos de saúde e/ou de religião podem ser solicitados ao responsável do local.

Artigo 13

Se um estrangeiro retido tiver uma séria necessidade de obter um bem de consumo básico indisponível no local, ele pode solicitá-lo ao responsável do local. O objeto do pedido e o valor da soma (pago antecipadamente) deverão ser mencionados em um registro. Sob condição de que a posse desse bem não seja incompatível com as medidas administrativas em andamento de execução, o produto será entregue em um prazo máximo de 24 horas com uma fatura e, se for o caso, com o troco.

Artigo 14

Um telefone de acesso livre está à disposição dos estrangeiros retidos para efetuarem chamadas na França e no exterior, ou para receberem chamadas (o número do telefone está escrito no telefone)

Celulares são autorizados, exceto os que possuem câmeras fotográficas digitais que serão confiscados e guardados em um cofre contra um recibo. Eles serão restituídos na saída definitiva do estrangeiro do local.

Artigo 15

Em caso de perturbação à ordem pública ou de ameaça à segurança dos outros estrangeiros retidos, o responsável do local poderá tomar qualquer medida necessária para garantir a segurança e a ordem pública, incluindo aquela que visa separar fisicamente o estrangeiro que causa a perturbação dos outros retidos.

Menção de medidas tomadas, assim como a data e as horas de início e de fim, serão mencionadas no registro de retenção.

Título III: DISPOSIÇÕES SANITÁRIAS E SOCIAIS

Artigo 16

O local é equipado com uma farmácia de primeiros socorros.

Caso necessário, um médico poderá ser solicitado a qualquer momento. O estrangeiro retido poderá solicitar um médico ao responsável do local ou ao seu representante.

Título IV: DIREITOS ESPECÍFICOS E PROCEDIMENTO JURÍDICO

Artigo 17

Os estrangeiros retidos podem receber a visita de qualquer pessoa de sua escolha nas seguintes condições onde visitas são autorizadas nos seguintes dias e horários:

- De segunda-feira a sexta-feira entre as 9h30 e as 11:30 e as 13h30 e as 16h
- De sábado a domingo e feriados entre as 9h30 e as 11h30

Os visitantes devem se submeter obrigatoriamente ao controle de segurança antes de acessar os locais.

São autorizados no máximo dois visitantes por vez. O tempo de visita é limitado a uma hora por dia e por estrangeiro retido.

Os advogados têm direito à visita permanente.

Artigo 18

Os representantes consulares têm acesso ao local com horário marcado, sem restrição de dia nem de hora. Com justificativa de sua competência, eles são submetidos apenas a um controle de segurança visual, sem vistoria em suas roupas e em suas bagagens.

Eles conversam com seus compatriotas refugiados, ou assim presumidos, no local previsto para visitas e, se eles pedirem, sem a presença da equipe de guarda a fim de manter a confidencialidade da conversa.

Artigo 19

Qualquer estrangeiro retido pode, a qualquer momento, recorrer aos tribunais (Tribunal Administrativo, Tribunal de Grande Instância ou Corte de Apelação) por fax.

Na hipótese onde o recurso é efetuado através do fax do local de retenção, a data e o horário da solicitação da petição, assim como sua natureza e o número ao qual ele foi transmitido, devem ser inscritos no registro assinado pelo estrangeiro.

Em contrapartida, quando o estrangeiro retido é convocado, ou deve se apresentar diante de um tribunal, ele deve ser informado pela administração local o mais rápido possível.

Artigo 20

Os estrangeiros mantidos podem beneficiar, com seus pedidos ou em iniciativa desta, do concurso da pessoa jurídica que concluiu com o prefeito uma convenção visada no artigo R. 553-14-2 do Código de Entrada e de Estadia dos Estrangeiros e do Direito de Asilo.

Artigo 21

Os representantes do Alto Comissariado das Nações Unidas para os refugiados e os representantes das associações humanitárias, cuja lista está divulgada no centro do local de retenção, podem exercer um direito de visita. Durante suas visitas, os estrangeiros podem conversar confidencialmente com seus representantes.

Artigo 22

Os estrangeiros retidos são prevenidos assim que possível pela administração do local sobre os deslocamentos que eles deverão efetuar no âmbito do procedimento de deportação do qual eles são objeto.

Eles podem a qualquer momento solicitar uma entrevista, sobre seu dossiê, com um representante qualificado da administração. Este último será concedido dentro de 24 horas.

Приложение

ОТДЕЛЕНИЕ АДМИНИСТРАТИВНОГО ЗАДЕРЖАНИЯ ГОРОДА ШАТОРУ

Правила внутреннего распорядка

Раздел первый. УСЛОВИЯ ПРИЕМА

Статья первая

Приему в Отделение подлежат только иностранцы, для которых Префектура зарезервировала места.

Статья 2

Прием иностранцев, в отношении которых была принята мера административного задержания в силу статьи L.551-1 Кодекса о въезде и пребывании иностранцев и о праве на убежище, осуществляется в следующие дни и часы: с понедельника по воскресенье с 8 час. до 19 час.

Также прием может осуществляться за пределами указанного интервала времени по договоренности между Префектурой, принявшей решение о помещении иностранца в Отделение, и начальником Отделения.

Статья 3

По прибытии в Отделение начальник конвоя передает начальнику отдела приема личное дело каждого доставленного иностранца, в котором, в частности, содержится копия решения о принятой в отношении иностранца мере, копия Постановления Префектуры о его помещении в Отделение административного задержания с протоколом об уведомлении, а также, в соответствующем случае, копия требований прокурора во исполнение запрета на возвращение на французскую территорию, к которому был приговорен данный иностранец, и копия протокола об уведомлении о правах задержанного.

Статья 4

Сразу по прибытии в Отделение задержанные иностранцы и, в соответствующем случае, сопровождающие их несовершеннолетние, вносятся в реестр задержанных, в соответствии с положениями статьи L.553-1 Кодекса о въезде и пребывании иностранцев и о праве на убежище. Условия приема несовершеннолетних уточняются.

Если до прибытия в Отделение административного задержания иностранец не был уведомлен о правах задержанного, то это уведомление должно быть сделано немедленно на понятном иностранцу языке, о чем составляется протокол за подписью иностранца и уведомившего его сотрудника. В протокол должны быть разборчиво внесены фамилия и звание уведомившего сотрудника, а также указан язык, на котором был проинформирован иностранец. При участии устного переводчика его фамилия и координаты вносятся в протокол. Переводчик подписывает протокол, если он участвовал в процедуре уведомления не по телефону или с применением иных средств связи. В реестр задержанных, на полях которого расписывается иностранец, вносятся дата и номер протокола о его уведомлении о правах.

Ему вручается копия протокола.

Статья 5

Задержанные иностранцы должны сдать в отдел приема под расписку все режущие или тупые предметы, которые, возможно, у них есть. В этом отношении, в целях безопасности они могут подвергнуться ощупыванию полицейским или жандармом того же пола.

Статья 6

Задержанные иностранцы должны сдать в отдел приема под расписку любые официальные документы, выданные либо французской администрацией, либо администрацией их страны происхождения, могущие способствовать установлению их личности и гражданства, под страхом преследования в силу статьи L.624-1-1 Кодекса о въезде и пребывании иностранцев и о праве на убежище.

Статья 7

Администрация не несет ответственности за ценности, не сданные на хранение задержанными иностранцами. Они могут сдать в отдел приема денежные суммы, ценные вещи и документы, которые считают нужным хранить в надежном месте. Опись ценных предметов заносится в специальный реестр, и иностранцам выдается соответствующая расписка. К сданным на хранение вещам у них есть доступ в течение всего срока задержания.

Все сданное иностранцами на хранение или изъятое у них в силу статей 5 и 6 возвращается им при убытии из Отделения.

Статья 8

Багаж хранится в Отделении административного задержания. Иностранец забирает его при убытии. Во время пребывания в Отделении у иностранца будет доступ к багажу во все дни недели с 09.00 до 11.00 и с 15.00 до 18.00 по просьбе, адресованной дежурному персоналу, в его присутствии и под его контролем.

Если в момент прибытия иностранца багаж был не с ним, то он может организовать его доставку в любой момент в течение срока пребывания в Отделении.

Раздел II. ПОВСЕДНЕВНАЯ ЖИЗНЬ

Статья 9

Любой задержанный иностранец получает по прибытии, после выполнения формальностей по приему, чистый спальный комплект и набор туалетных принадлежностей (полотенце и банная рукавица).

На срок его пребывания в Отделении ему предоставляется отдельная кровать.

Статья 10

В целях безопасности запрещено курить в комнатах и в любых других закрытых помещениях.

Кроме того, все оборудование и все помещения, которыми пользуются задержанные иностранцы, должны содержаться в хорошем состоянии.

Статья 11

Задержанные иностранцы могут пользоваться сантехническим оборудованием (раковинами, туалетами, душами), кроме часов уборки этих помещений.

Статья 12

Прием пищи производится задержанными иностранцами в следующее время:

- завтрак: с 07.30 до 08.30;
- обед: с 12.00 до 13.30;
- ужин: с 19.00 до 20.00.

Вышеуказанное время может быть изменено по решению начальника Отделения.

Иностранцы, поступившие в Отделение после ужина, имеют право на холодный рацион питания. То же относится к иностранцам, вернувшимся в Отделение после выезда, связанного с процедурой препровождения к границе, если они вернулись после раздачи пищи.

Об адаптации меню по связанным с состоянием здоровья или религиозным причинам можно попросить начальника Отделения.

Статья 13

Если задержанному иностранцу действительно нужен какой-либо предмет текущего потребления, которого нет в Отделении, он может попросить начальника Отделения приобрести его. Заказанный предмет и сумма аванса вносятся в реестр. С оговоркой о том, что владение данным предметом не является несовместимым с находящимися в процессе исполнения административными мерами, он передается заказавшему его иностранцу в срок не свыше суток вместе со счетом-фактурой и, в соответствующем случае, сдачей.

Статья 14

Задержанные иностранцы могут пользоваться находящимся в открытом доступе телефоном для совершения исходящих звонков по Франции и за границу или для приема входящих звонков (телефонный номер для вызова указан на телефоне).

Разрешено использование мобильных телефонов, за исключением аппаратов с цифровой фотокамерой, которые конфискуются и помещаются в сейф, в чем выдается расписка. Их возвращают при окончательном убытии иностранца из Отделения.

Статья 15

В случае нарушения общественного порядка или угрозы безопасности других задержанных иностранцев, начальник Отделения может принимать любые меры, необходимые для обеспечения безопасности и общественного порядка, включая физическую изоляцию нарушающего общественный порядок иностранца от других задержанных.

Содержание принятых мер, день и час начала и окончания записываются в реестр задержанных.

Раздел III. ПОЛОЖЕНИЯ ПО ВОПРОСАМ САНИТАРИИ И СОЦИАЛЬНЫМ ВОПРОСАМ

Статья 16

В Отделении есть аптечка для оказания первой медицинской помощи.

При необходимости, в Отделение в любой момент может быть вызван врач. Для этого задержанный иностранец должен обратиться к начальнику Отделения или его представителю.

Раздел IV. ОСОБЫЕ ПРАВА И ЮРИДИЧЕСКАЯ ПРОЦЕДУРА

Статья 17

Задержанные иностранцы имеют право принимать любых посетителей по своему усмотрению на следующих условиях:

Посещение разрешено в следующие дни и часы:

- с понедельника по пятницу с 09.30 до 11.30 и с 13.30 до 16.00
- в субботу, воскресенье и праздничные дни с 09.30 до 11.30

Прежде чем попасть в помещения, посетители должны в обязательном порядке пройти проверку безопасности.

Максимальное разрешенное число посетителей — два человека одновременно. Время посещения ограничено одним часом в день в расчете на одного задержанного иностранца.

Адвокаты имеют право посещать задержанных в любое время.

Статья 18

Доступ консульских представителей в Отделение осуществляется по записи, каких-либо условий по дню и времени посещения нет. При подтверждении их статуса они подвергаются только визуальной проверке безопасности без обыска одежды или багажа.

Они беседуют с выходцами или с предполагаемыми выходцами из их стран в помещении для приема посетителей, по их просьбе — в отсутствие дежурного персонала для обеспечения конфиденциальности разговора.

Статья 19

Любой задержанный иностранец имеет право в любой момент обратиться в суд (административный суд, суд большой инстанции или апелляционный суд) по факсу.

В предположении, что прошение об обжаловании было отправлено с факса Отделения административного задержания — день и час поступления, тип ходатайства и номер факса, на который оно было отправлено, заносятся в журнал, в котором расписывается иностранец.

Напротив, если задержанный иностранец получил вызов в суд или должен явиться в суд, администрация Отделения должна поставить его об этом в известность как можно скорее.

Статья 20

Задержанные иностранцы могут воспользоваться — по своей или по его инициативе — помощью юридического лица, заключившего с Префектом соглашение в силу статьи R. 553-14-2 Кодекса о въезде и пребывании иностранцев и о праве на убежище.

Статья 21

Уполномоченные Управления Верховного комиссара Организации Объединенных Наций по делам беженцев и представители гуманитарных организаций, список которых вывешен в Отделении административного задержания, имеют право посещать задержанных. Иностранцы имеют право на конфиденциальную беседу с этими представителями во время их посещения.

Статья 22

Администрация Отделения безотлагательно предупреждает задержанных иностранцев о предстоящих перемещениях в рамках процедуры по выдворению, субъектом которой они являются.

Они имеют право в любой момент ходатайствовать о встрече по своему делу с квалифицированным представителем администрации. Такая встреча им будет обеспечена в течение суток.

附录

沙托鲁市行政拘留中心

议事规则

第一章：接待条件

第一条：

接待中心只受理遣送外国公民的相关警察局已为其在中心预留名额的外国公民。

第二条：

对于行政拘留的外国公民接待应遵循《外国人入境、居留和避难法》的第L551-1条规定，并仅限如下时间段内：周一至周日上午八点至晚上七点。

但在决定遣送的警察局和接待中心负责人达成共识的条件下，可例外在非上述规定时间内接待。

第三条：

外国公民到达接待中心后，护送负责人将每一份外国公民的材料送至前台负责人，材料内容包含对其应采纳的处理措施复印件，要求其接受行政拘留的警察局决定和笔录复印件，如有必要，材料还包括检察官禁止其入境执行令申请复印件及拘留权利通知笔录复印件。

第四条：

外国公民到达接待中心后，根据《外国人入境、居留和避难法》第L.553-1条规定，在拘留登记簿上注册，包括随行未成年人也需要登记。针对未成年人的接待条件应写明。

若行政拘留权利通知未在受益者到达行政拘留中心前完成，则应立即用受益者能听懂的语言告知，并且受益者和通知人员会签署通知笔录。该笔录应清晰写明通知人员姓名和级别，以及告知受益者时所用的语言。若需翻译，则笔录中也应当包含翻译的姓名和联系方式

。翻译也应当签署笔录以证明其在场，而不是通过电话或其它方式提供协助。受益者应在登记簿上手写批注，签字，注明权力通知笔录编号。

笔录副本交给受益者。

第五条：

拘留中心外国人应将所携带的所有利器和可致伤物品交给前台，后者给予收据。就此，拘留外国人可能会由同性警察或保安人员搜身。

第六条：

拘留中心外国人应将所有法国行政机关或原属国发放的官方文件，或所有可以辨别其身份和国籍的文件交给前台，后者给予收据。若发现可能藏匿相关文件，根据《外国人入境、居留和避难法》中第L 624 - 1 - 1条予以追究。

第七条：

行政机关不负责保管拘留中心外国人的财物。外国人可以选择将现金，贵重物品和重要文件交给前台以求妥善保管。委托保管财物登记在中心专设文件中，并提供收据。外国人在拘留中心的所有时间内都可以查看所存物品。

所有存放在保管中心的物品及根据第五条和第六条规定没收的物品都将在外国人离开拘留中心时归还。

第八条：

拘留外国人行李也寄存在拘留中心。外国人离开中心时予以归还。在拘留期间，外国人可在如下时间段打开存放行李：每天早上九点至十一点，下午三点至六点。需要提前和保管人员申请，并在保管人员在场可控的情况下打开。

若外国人到达拘留中心时行李未到，可以在拘留中心拘留阶段要求派送其行李。

第二章：日常生活

第九条：

所有到达中心的外国人，在完成注册等手续后，会获得一个干净睡袋和梳洗所需物品（如澡巾，洗脸巾）

拘留中心给外国人拘留期间提供单人床。

第十条：

出于安全考虑，拘留中心所有房间和封闭场所都禁止吸烟。

此外，所有外国人可使用的设备和地方都应保持完好。

第十一条：

拘留中心设有卫生设施（洗脸池，厕所和浴室），供拘留外国人使用，除打扫卫生时间段外。

第十二条：

拘留中心外国人就餐时间如下：

- 早餐：早上七点三十分至八点三十分
- 午餐：中午十二点至下午一点三十分
- 晚餐：晚上七点至八点

上述具体就餐时间可由中心主任决定相调整。

外国人到达拘留中心时间若已超过晚餐时间可以获得冷餐充饥，同样的，在中心居住的外国人若因驱逐出境手续等离开中心而错过午餐或晚餐时间者也可获得冷餐充饥。

若拘留人员因健康问题或宗教考虑需特殊餐饭，可以向拘留中心主任申请。

第十三条：

若中心拘留外国人需要购买拘留中心可能没有的生活必需品，可向中心主任申请。物品名称和代购费用应在拘留中心登记。只要该物品不违反行政规定，物品及其发票或找零会在二十四小时内提供给给拘留人员。

第十四条：

拘留中心提供电话亭，可拨打法国及国际长途电话，或等待接听电话(电话号码显示在电话亭中)。

在拘留中心只允许使用不带摄像头的手机，不符合规定的手机会被没收，存放在拘留中心，提供没收和存放凭证。没收的手机会在被拘留外国人永久离开拘留中心时归还。

第十五条：

被拘留外国人若扰乱公共秩序或威胁中心其他外国人安全，中心主任有权采取必要措施维护他人安全和公共秩序，包括动手分开肇事者和其他拘留人员。

所采取的措施，扰乱事件的起始和结束时间和地点都会在拘留中心记录在案。

第三章：卫生和社交规定

第十六条：

拘留中心配备有急救药箱。

若有需要，中心外国人可以向中心主任或中心代表申请要求咨询医生，。

第四章：具体权利和法律程序

第十七条：

拘留外国人可在符合条件的情况下接见他想接见的访客。

拜访时间如下：

- 周一至周五：上午九点三十分至十一点三十分，下午一点三十分至四点
- 周六，周日及节假日：上午九点三十分至十一点三十分

访客进入中心内部前必须进行安检。

每次拜访人数不得超过两名，每位拘留外国人接待访客拜访时间不得超过一小时。

律师可以随时接见。

第十八条：

领馆代表可通过预约来访行政拘留中心，不受时间和日期的限制。他们只需出示证件，通过目视安全检查即可，无需搜包或衣物。

他们在中心指定地点与本国拘留人员交谈，如有必要确保交谈内容保密，可以要求安保人员离开。

第十九条：

所有被拘留外国人可在任何时候通过电话传真上诉法庭（行政法庭，高等地方法院或上诉法庭）

如果通过拘留中心电话传真上诉法庭，申诉的日期和时间以及内容和电话号码都应当记录在案，并由拘留外国人签字。

相反，如果拘留外国人被召唤，应出席法庭，行政拘留中心应尽早通知受益人。

第二十条：

拘留外国人若主动申请，可获得法人援助，该法人须根据《外国人入境、居留和避难法》中第R 553-14-2条与省长签署协议。

第二十一条：

联合国难民事务高级专员办事处和行政拘留中心所列人道主义协会代表有权来访拘留中心。在其来访期间，拘留外国人可以和这些代表进行秘密会谈。

第二十二条：

拘留外国人如收到驱逐令,行政拘留中心应立刻通知外国人遵循相应措施。

外国人可以随时就其情况和行政机关有资质代表沟通。应予二十四小时内派遣该代表。